
CÉCILE MAISONNEUVE
MAÏTÉ DE BONCOURT

RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE, RÉVOLUTIONS POLITIQUES ?

53

Les pays du Golfe sont-ils menacés par les bouleversements énergétiques en cours ? Vont-ils se trouver pris en tenaille entre d'un côté la révolution des hydrocarbures non conventionnels¹ aux États-Unis, qui s'analyse comme un choc d'offre², et de l'autre le choc de demande durable que représente le mélange entre la panne due à la crise que traverse l'économie européenne et les politiques de transition énergétique menées dans l'Union européenne ?

Les lignes de force traditionnelles qui ont forgé le paysage énergétique mondial depuis le premier choc pétrolier de 1973 sont brouillées : nous assistons à la transition d'un monde où les consommateurs étaient en Occident et les producteurs au Moyen-Orient vers un monde où les États-Unis sont désormais le premier producteur d'hydrocarbures du monde, devant la Russie et l'Arabie saoudite, et où les États du golfe Persique figurent parmi les pays les plus consommateurs d'énergie. Sans compter la baisse continue, inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de la demande énergétique en Europe depuis 2008. Si elle est compensée par la croissance soutenue de la consommation asiatique,

1. Hydrocarbures conventionnels et non conventionnels sont de même type : il s'agit dans les deux cas de pétrole et de gaz provenant de la transformation de matière organique. La distinction entre les deux notions tient aux méthodes d'extraction : dans le cas des hydrocarbures non conventionnels, la matière est encore contenue dans la roche mère et n'a pas migré vers des réservoirs naturels. Il faut donc faire appel à des méthodes d'extraction non conventionnelles qui désignent, par facilité de langage, la matière à laquelle elles s'appliquent. Les hydrocarbures non conventionnels recouvrent le gaz de schiste, le pétrole de schiste et les schistes bitumineux.

2. Ce choc d'offre est amplifié par l'exploitation du pétrole et du gaz en eau très profonde ainsi que par l'expansion du marché du gaz naturel liquéfié.

cette inflexion majeure du marché européen contribue à créer une forte incertitude chez les producteurs. Pour le dire autrement, l'incertitude a changé de camp : quand Paris ou Washington s'interrogeaient, lors du premier choc pétrolier, sur l'insuffisance de pétrole, c'est désormais Riyad ou Doha qui se demandent jusqu'où ira l'émergence du nouveau paradigme énergétique que cherchent à construire les pays occidentaux, voire la Chine demain – le niveau de pollution de l'air en Chine prend des proportions telles qu'il semble en effet inévitable que la Chine évolue plus rapidement vers un système plus sobre en carbone.

54 Or les conséquences de l'émergence de ce nouveau monde énergétique dépassent de loin la seule sphère des énergéticiens dans des pays où c'est l'ensemble du contrat social et, *in fine*, l'équilibre politique qui reposent sur l'économie des hydrocarbures. Les pays du Golfe se trouvent confrontés à un délicat dilemme : réformer un système énergétique non soutenable à terme et créer des tensions sociales internes avec, en toile de fond, un Moyen-Orient déstabilisé par le Printemps arabe et rongé par l'exacerbation des tensions extrémistes ; ou bien le maintenir coûte que coûte, c'est-à-dire à un prix de plus en plus fort, en remettant les douloureux ajustements nécessaires à des lendemains plus sereins... très incertains.

RÉVOLUTION AMÉRICAINE, TRANSITIONS EUROPÉENNES : L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU MONDE ÉNERGÉTIQUE

La révolution des « gaz de schiste » ou l'extension du domaine des hydrocarbures

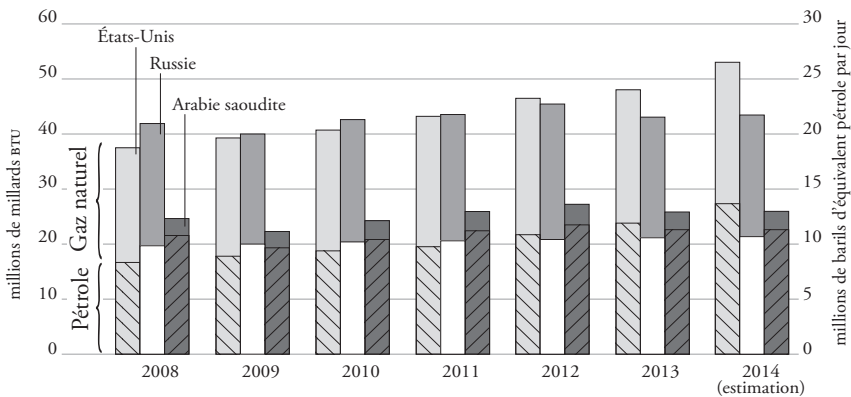
Mis à l'épreuve par la vague de révolutions politiques et sociales, les pays traditionnellement producteurs de pétrole et de gaz du Moyen-Orient doivent également faire face à un défi de taille : l'arrivée de gaz et pétrole de schiste, et plus généralement de nouvelles ressources dites non conventionnelles dans le paysage international. Cette révolution énergétique redistribue les cartes et menace le rôle stratégique de la région dans l'approvisionnement mondial. Mais, alors que certains semblent avoir pris toute la mesure des évolutions en cours, d'autres pays de la région font face à des difficultés d'adaptation considérables.

La révolution des « gaz de schiste », au sens commun, donne encore lieu à de nombreuses controverses et interrogations, concernant notamment sa durabilité – le taux de déclin des champs étant plus rapide que prévu et les forages se révélant très onéreux. Reste que, quoi qu'en disent les

sceptiques, d'année en année, le département de l'Énergie américain ne cesse de revoir ses prévisions à la hausse et que l'évolution de la production de liquides américains est d'une ampleur telle qu'elle bouleverse d'ores et déjà les hiérarchies établies. La dynamique de la révolution des hydrocarbures non conventionnels en Amérique du Nord est toutefois impressionnante. Les États-Unis, dont la production de gaz et de pétrole était jusqu'alors déclinante, ne se voyaient pas devenir, en 2012, le premier État producteur de pétrole devant l'Arabie saoudite avant 2017 : ils le sont depuis 2013. L'Agence américaine pour l'information sur l'énergie prévoit d'atteindre 9,5 millions de barils en 2015, soit un record depuis le pic de production de 1970, année à partir de laquelle la production avait commencé à reculer. Le taux de dépendance américain au pétrole importé est tombé de 60 % en 2005 à 30 % aujourd'hui. Les États-Unis pourraient, grâce à la production domestique de pétrole non conventionnel, devenir exportateurs net d'ici à 2030, sous réserve que soit levée l'interdiction d'exporter du pétrole brut mise en place depuis le contre-choc pétrolier de 1986.

55

Production comparée de pétrole et de gaz naturel aux États-Unis, en Russie et en Arabie saoudite (2008-2014)



Source : Agence américaine pour l'information sur l'énergie.

Le développement des gaz de schiste, et plus généralement des hydrocarbures non conventionnels, représente un défi de taille car il ne s'arrêtera pas aux frontières américaines. C'est toute la géographie des

56 hydrocarbures qui s'en trouve bouleversée, avec à la clé une déconcentration de la carte des ressources : là où les hydrocarbures conventionnels sont détenus par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à 72 % pour le pétrole (contre 1 % pour l'Europe) tandis que deux tiers des réserves de gaz sont localisées entre le 50^e et le 70^e parallèle nord (Russie, Iran Qatar), la carte des hydrocarbures non conventionnels est beaucoup plus diversifiée. D'ores et déjà, sur le continent nord-américain, le Canada développe l'exploration et l'exploitation de ses sables bitumineux. En rangs dispersés et avec force hésitations, que les tensions avec la Russie provoquées par la crise ukrainienne de 2013-2014 devraient contribuer à lever, certains pays d'Europe se lancent également dans l'exploration du gaz de schiste, pour compenser la baisse de leur production de gaz domestique (Royaume-Uni), pour financer la transition énergétique (Danemark) ou pour des raisons de sécurité énergétique (Pologne)³. La Chine, pour sa part, a mis en place un plan extrêmement ambitieux d'exploration de ses sous-sols; enfin, de nouvelles technologies sont déployées dans le domaine de l'exploration en eaux profondes (*deep offshore*) dans le golfe du Mexique, en Afrique de l'Est, ou encore en Méditerranée orientale. L'arrivée de ces nouveaux volumes sur les marchés était prévisible au vu des prix élevés du pétrole (supérieurs à 100 dollars le baril depuis trois ans). La société British Petroleum estime que la production mondiale d'hydrocarbures non conventionnels pourrait être en mesure de répondre à 70 % de la croissance de la demande entre 2020 et 2030. S'il se réalise, un tel scénario ne manquera pas d'affecter les États producteurs d'hydrocarbures conventionnels.

*Les politiques de transition énergétique :
vers un peak oil de la demande ?*

En parallèle de ce mouvement se dessine, dans le monde occidental, un mouvement historique de recul de la demande pétrolière, que d'aucuns baptisent « l'autre *peak oil* », par référence à la théorie du pic pétrolier, appliquée cette fois à la demande⁴. De fait, la demande de pétrole des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) connaît une baisse continue, fruit de l'adaptation des économies

3. Cf. Sylvie Cornot-Gandolphe, *Gaz de schiste en Pologne, au Royaume-Uni et au Danemark : vers un modèle européen ?*, Notes de l'Ifri, janvier 2014.

4. On trouvera une analyse intéressante de cette évolution in Aymeric de Villaret, « *Peak oil ? Pic de pétrole : d'offre et/ou de demande ?* », LesEchos.fr, 28 janvier 2014.

développées à la hausse continue (à la seule exception de 2009) du prix du baril de pétrole depuis 2000. Le coût croissant des importations de pétrole s'est en effet traduit par des innovations technologiques, destinées à réduire la consommation de pétrole, voire à des substitutions vers des sources d'énergie moins chères et moins polluantes.

La demande des pays hors OCDE reste toutefois élevée, et croissante. Ainsi, en septembre 2013, la Chine est devenue le premier importateur mondial de pétrole, devant les États-Unis. Cette demande est toutefois moindre qu'au début des années 2000. De ce fait, certains économistes, y compris de sociétés pétrolières, prévoient, en aparté, un pic de demande dans environ vingt ans. Tout dépendra en réalité du degré de substitution qui s'opérera entre pétrole et gaz naturel, ce qui pose à nouveau la double question de la durabilité et de ce qu'on pourrait appeler l'« exportabilité » de la révolution des hydrocarbures non conventionnels, notamment en Chine. Apparaît également en filigrane l'interrogation fondamentale quant au caractère soutenable de la croissance chinoise sur la base des énergies fossiles. Alors que l'air des grandes villes chinoises est, à proprement parler, irrespirable, un débat se fait jour sur la manière dont la Chine pourrait avoir à réinventer le chemin de sa croissance, la voie suivie avant elle par les pays industrialisés d'un développement fondé sur les énergies fossiles la conduisant très rapidement à une impasse environnementale, en termes de santé publique et, *in fine*, de performance économique.

57

DES PRODUCTEURS MOINS INFLUENTS, DES CONSOMMATEURS DE PLUS EN PLUS VORACES

Vers un affaiblissement du pouvoir du cartel de l'OPEP ?

D'ores et déjà, le classement mondial des pays en termes de réserves de pétrole et de gaz a été bouleversé par l'arrivée d'hydrocarbures non conventionnels, remettant ainsi en cause l'importance traditionnelle du golfe Persique sur le plan énergétique, au moins à court, voire à moyen terme.

Si l'on s'en tient à une photographie instantanée en matière de réserves, l'assise des États du Golfe paraît solide. À eux seuls, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Koweït représentent respectivement presque le tiers et un peu plus du cinquième des réserves totales de pétrole et de gaz. Ils restent le point névralgique des ressources d'hydrocarbures conventionnelles.

Dans l'immédiat cependant, la zone subit et subira une baisse sensible

de ses exportations vers les États-Unis. Les importations américaines de gaz en provenance du Qatar ont déjà fortement chuté et certains projets américains de terminaux de regazéification destinés aux importations de gaz naturel liquéfié sont transformés à présent en terminaux d'exportation. Les importations américaines de produits pétroliers sont, quant à elles, restées relativement stables, celles en provenance d'Arabie saoudite ayant même augmenté en 2012. Les raffineries américaines n'étant, il est vrai, pas encore adaptées au pétrole brut léger produit au Texas ou dans le Dakota du Nord, elles continuent d'importer du brut saoudien, sulfureux et plus lourd. Mais les progrès technologiques sont rapides. Il est déjà possible de mélanger dans des réservoirs des sables bitumineux canadiens avec du brut importé du Mexique ou de l'Amérique du Sud, ce qui ne présage rien de bon pour les importations de produits pétroliers en provenance du Moyen-Orient.

58

L'arrivée de ces nouveaux volumes engendre un bouleversement structurel des marchés énergétiques. La volatilité des prix du pétrole, liée aux incertitudes croissantes sur les marchés, s'est accrue. À moyen terme, le prix du pétrole pourrait être affecté à la baisse : d'une part en raison de l'arrivée de nouveaux volumes sur les marchés (comme le prévoient le développement des hydrocarbures non conventionnels et les aspirations de nombreux pays producteurs traditionnels tels que l'Irak, le Venezuela, l'Angola ou le Mexique à augmenter leur production), d'autre part du fait des plans d'efficacité énergétique du secteur des transports dans de nombreux États ou, sur une note moins positive, à cause du ralentissement de la croissance. À telle enseigne d'ailleurs que, même dans un contexte géopolitique particulièrement tendu au Moyen-Orient comme en Russie, le prix du pétrole n'augmente pas⁵. Le développement de la production du pétrole et du gaz de schiste aux États-Unis a également conduit les producteurs indépendants à vendre leur production sur les marchés à terme à un prix inférieur au prix actuel (83,69 dollars contre 100 dollars pour le *two years ahead*) pour s'assurer des crédits nécessaires au rythme effréné des forages.

Le développement des hydrocarbures non conventionnels, gaz de schiste compris, a eu enfin un impact sur toute la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière mondiale. Les pays du Golfe ne sont désormais plus les seuls à disposer d'une ressource bon marché pour favoriser

5. Les déterminants des prix du pétrole sont multiples. Le ralentissement de la demande mondiale, chinoise notamment, joue également un rôle. Il est en outre stabilisé depuis deux ans à des niveaux extrêmement élevés, supérieurs à cent dollars le baril.

le développement de leur filière pétrochimique. Ainsi, alors que le coût des produits pétrochimiques du Moyen-Orient était sans concurrence en 2005, celui des produits américains, qui était au même niveau que les produits européens, s'est effondré pour venir concurrencer les produits du Golfe.

Cette situation représente une menace non négligeable pour les économies non diversifiées des États producteurs de la région et l'équilibre de leurs budgets nationaux. Et c'est ainsi qu'il faut comprendre l'appel urgent lancé par le Venezuela avant la réunion de l'OPEP en mai 2013. Rappelons que le cartel, dont sont membres tous les pays producteurs de la région à l'exception notable de l'Égypte, a pour mission de garantir les revenus pétroliers de ses pays membres, en défendant le niveau et la stabilité des cours du brut, en jouant sur les volumes de production, *via* des quotas. L'OPEP assure encore une part non négligeable – environ 40 % – de la production mondiale de pétrole.

59

Face à cette menace, comment l'OPEP peut-elle réagir afin de préserver son influence et la stabilité économique de ses membres ? La première option pourrait être de diminuer la production de pétrole du cartel afin d'éviter une chute trop importante des prix du brut. Une deuxième option consisterait au contraire à augmenter la production et les exportations afin de faire pression à la baisse sur les cours du pétrole, dans le but d'entraver les investissements dans les hydrocarbures non conventionnels et leur production. Le coût de cette dernière est en effet plus élevé que celui de la production d'hydrocarbures dits conventionnels (40 dollars pour les parties les plus rentables du gisement d'Eagle Ford Shale au Texas, mais 85 dollars pour les gisements plus compliqués à exploiter du Bakken Shale dans le Dakota du Nord). Leur production serait donc freinée par une baisse rapide des prix du pétrole.

Ces options sont en fait largement théoriques. L'OPEP est affaiblie. Peu de pays membres peuvent en réalité se permettre de diminuer leur production sur le court terme. Ils sont trop dépendants des revenus tirés des exportations d'hydrocarbures. Une diminution de 112 à 90 dollars le baril fait chuter le revenu de 5 à 15 % du produit intérieur brut aux Émirats arabes unis, au Nigeria, au Koweït, en Arabie saoudite, en Angola et en Irak... Un peu moins de pays encore ont la possibilité effective d'augmenter leur production du fait d'un manque d'investissement dans le secteur et de la maturité croissante de leurs champs de pétrole. La cohésion interne de l'OPEP est également malmenée par la montée en puissance de la production irakienne, qui ne sera de nouveau soumise à des quotas qu'une fois la barre des 3,5 millions de barils par jour de production de

pétrole franchie. Parmi les États membres de l'OPEP, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït sont les plus à même de revoir à la hausse ou à la baisse leur niveau de production. Forte de son excédent de capacité (2 millions de barils par jour), l'Arabie saoudite peut prétendre au rôle de régulateur des marchés mondiaux. Mais le royaume semble actuellement peu désireux de réduire ses quotas de production. Son ministre du Pétrole et des Ressources minérales, Ali al-Naimi, soulignait en avril 2013 que son pays n'avait rien à craindre. Il est vrai que, contrairement à celles des autres pays de la région, les exportations de brut saoudien à destination des États-Unis se sont pour l'heure maintenues à un niveau équivalent à celui qui prévalait jusqu'alors.

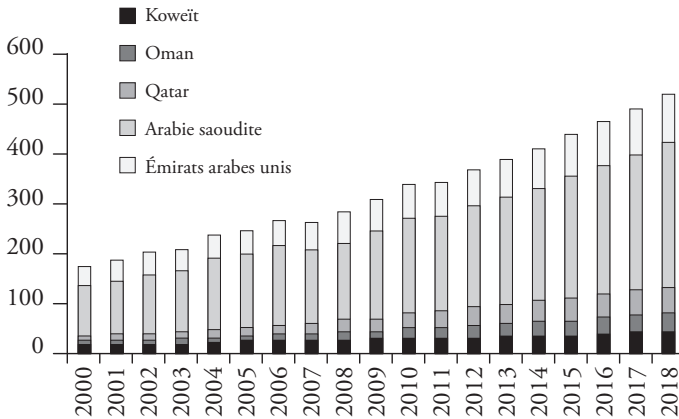
60 Face au défi des gaz de schistes, le sentiment d'urgence varie d'un pays à l'autre. Certains ont bien pris la mesure de la situation. Ils tentent entre autres de maintenir leurs capacités de production et d'exportation d'hydrocarbures, clé de voûte de leur système économique et social, et de leur rôle géopolitique. D'autres, au contraire, ne l'ont pas voulu ou n'ont pas pu. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït ne s'inquiètent en fait guère des incertitudes qui entourent la fin annoncée de la dépendance américaine, car ils ont déjà commencé à se repositionner sur les marchés asiatiques en pleine croissance. Près de 70 % des exportations du Moyen-Orient sont déjà destinées à l'Asie.

L'explosion de la consommation énergétique dans les États du Golfe

Les pays de la région ont un problème commun : leur consommation énergétique explose. Les pays du Golfe notamment affichent des taux de consommation parmi les plus élevés au monde.

En Arabie saoudite, la consommation de pétrole augmente de plus de 5 % par an (parallèlement au développement économique du pays) et la croissance de la consommation d'électricité, produite à partir d'hydrocarbures, atteint 10 % par an, engloutie principalement par les installations d'air conditionné. D'ores et déjà, l'Arabie saoudite occupe respectivement les sixième et septième rangs des pays les plus consommateurs de gaz et de pétrole. En 2011, la consommation d'énergie primaire du Koweït a représenté l'équivalent de 10 % de la production pétrolière du pays, et ce chiffre ne fait que croître. Dans les deux pays, du pétrole brut est brûlé l'été – qui représente le pic de consommation d'électricité du fait du recours à l'air conditionné –, faute de quantités suffisantes de gaz naturel ! En termes de consommation d'énergie primaire et d'électricité par habitant, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Koweït figurent dans le peloton de tête mondial. Un autre

Croissance passée et projetée de la consommation brute d'énergie domestique dans le Golfe
(en millions de tonnes d'équivalent pétrole)



61

Source: Laura El-Katiri et Muna Husain, « Prospects for Renewable Energy in GCC States: Opportunities and the Need for Reform », *OIES Paper*, septembre 2014.

chiffre donne le tournis: celui des émissions de dioxyde de carbone par habitant. Le Qatar, le Koweït, Oman, les Émirats et Bahreïn se situaient devant les États-Unis, talonnés par l'Arabie saoudite, selon les chiffres publiés par la Banque mondiale en 2014. L'Organisation mondiale de la santé estimait, en 2011, que Koweït City était la dixième ville la plus polluée au monde. Le Qatar affichait de même, en 2013, un taux de concentration de particules fines dans l'atmosphère supérieur à plus de six fois la limite autorisée⁶.

La croissance de la consommation d'énergie n'est pas près de s'atténuer si l'on en croit les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie. Le dernier panorama mondial que celle-ci a dessiné nous montre un Moyen-Orient au sein duquel la croissance de la demande gazière sera supérieure à celle de tous les pays de l'OCDE. À rythme inchangé, certains experts prévoient que l'intégralité de la production d'énergie du Koweït sera absorbée par la demande intérieure du pays en 2027⁷, tandis que certains pétroliers esquissent le scénario apocalyptique d'une Arabie

6. Laura El-Katiri et Muna Husain, « Prospects for Renewable Energy in GCC States... », art. cité, p. 6.

7. *Ibid.*, p. 5.

saoudite qui devrait importer du pétrole au cours de la décennie 2030 si la tendance actuelle se maintenait...

LA STABILITÉ POLITIQUE PASSE
PAR LA RÉVOLUTION... ÉNERGÉTIQUE

62 La consommation domestique des hydrocarbures produits réduit d'autant plus les exportations que la production est stagnante ou déclinante. Or, pour les économies rentières des pays du Golfe, il est essentiel de maintenir leurs exportations d'hydrocarbures, source principale de leurs revenus. À cette fin, ces pays doivent donc impérativement maintenir leur niveau de production – et ce, malgré la maturité avancée de leurs champs –, trouver d'autres champs à explorer (y compris des champs d'hydrocarbures non conventionnels) et enfin juguler cette consommation en amont – soit au niveau des secteurs fortement consommateurs comme l'électricité – et en aval, au niveau du consommateur domestique lui-même. Le tout requiert des investissements considérables. Fin 2011, l'Agence internationale de l'énergie estimait le montant des investissements nécessaires dans les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à hauteur de 10 000 milliards de dollars pour le pétrole, 9 500 milliards pour le gaz et pas moins de 17 000 milliards pour l'électricité⁸.

Une volonté de réforme affichée

Les États du Golfe, à l'exception notable du Koweït, paralysé par les divisions politiques, affichent d'ambitieuses réformes. Entre autres, ils ont redoublé d'efforts pour lancer l'exploitation de leurs champs gaziers. L'objectif est de renforcer leur place sur la scène gazière mondiale et d'utiliser le gaz pour la consommation interne en lieu et place du pétrole, préservé ainsi pour l'exportation. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont notamment ouvert les puits les plus difficiles d'accès aux grandes compagnies pétrolières internationales, lesquelles sont pourtant exclues de l'amont du secteur pétrolier dans ces pays. Ces monarchies pétrolières cherchent également à diversifier leur économie, en investissant par exemple à l'étranger dans le secteur de la pétrochimie. Saudi Aramco, la compagnie pétrolière saoudienne, a ainsi récemment racheté des parts importantes de sociétés dans le secteur du raffinage européen, actuellement en crise.

Enfin, les États du Conseil de coopération des États arabes du Golfe – les

8. Agence internationale de l'énergie, *World Energy Investment Outlook*, 2012.

six pétromonarchies du golfe Persique, à savoir l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar – ont lancé une vaste réforme de leur secteur électrique en très forte croissance afin de le rendre moins énergivore en pétrole notamment et affichent leur volonté de développer des sources d'énergie alternative. Des centrales nucléaires ou à gaz sont en projet, pour remplacer les vieilles centrales à fioul, tout comme des chantiers de grande ampleur autour des énergies renouvelables et nucléaire. Les Émirats arabes unis construisent ainsi la première centrale nucléaire de la région, en même temps qu'ils développent des projets pour développer la production d'énergies renouvelables, dans des proportions modestes cependant puisque, à Dubaï par exemple, il est prévu de produire 5 % de ce type d'énergie... en 2030, Abou Dhabi affichant un objectif supérieur, 7 % en 2020. Les ambitions des autres pays du Golfe apparaissent également modestes – 5 % d'électricité d'origine renouvelable en 2020 à Bahreïn, 10 % au Koweït, 10 % à Oman, 2 % au Qatar... Dans ce contexte, l'Arabie saoudite fait figure d'exception en présentant un plan très audacieux, comparable aux politiques de transition énergétique mises en place au sein de l'Union européenne. Elle ne vise rien moins que produire la moitié de son électricité à partir de sources faiblement émettrices de carbone en 2032, soit 54 gigawatts à partir d'énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse) et 17,6 gigawatts à partir d'énergie nucléaire. Les pays du Golfe sont donc les seuls de la région à avoir d'ores et déjà défini une stratégie claire pour assurer la durabilité de leurs économies, celle d'une plaque tournante énergétique. Les réformes sont certes d'autant plus faciles à conduire que ces pays disposent de ressources financières abondantes.

63

Passer aux actes : l'épouvantail égyptien ?

Au-delà de l'affichage de ces plans plus ou moins ambitieux, qu'en est-il de la réalité des réformes ? Le fait est qu'à ce jour « la question de savoir comment une partie de ces nouvelles capacités va être construite demeure floue étant donné l'absence notoire de quelque projet d'investissement connu ou de politiques de soutien pour promouvoir les énergies renouvelables dans des pays tels que le Koweït, Bahreïn ou même l'Arabie saoudite⁹ ». L'OCDE observait de même en 2013 que, à la différence de la situation des pays qui la composent, ces objectifs sont indicatifs et non obligatoires.

9. Laura El-Katiri et Muna Husain, « Prospects for Renewable Energy in GCC States... », art. cité, p. 14 (nous traduisons).

En fait, pour transformer leur système énergétique et l'adapter tant aux nouvelles conditions internationales qu'à leurs propres besoins, les États du Golfe doivent mettre en place des réformes douloureuses, à commencer par la réduction drastique des subventions au secteur des hydrocarbures. Or ils sont extrêmement frileux à l'idée de réformer les aides accordées pour maintenir artificiellement bas les prix de l'énergie (pétrole, gaz, électricité). Au Moyen-Orient, seule... l'Égypte avait, au moins sur le papier, entamé cette réforme, là où les États du Golfe contestent même l'analyse des experts sur les subventions. Le gouvernement du maréchal al-Sissi poursuit d'ailleurs ses efforts, sans qu'il soit possible de savoir s'il réussira à mener à bien cette réforme.

64 Nul besoin de dire que les révolutions arabes ont crispé – certes sans pour autant les atteindre directement – les pouvoirs politiques en place dans le Golfe, qui d'ailleurs jouent tout leur rôle pour que les crises politiques des États ébranlés par le Printemps arabe ne dégénèrent pas en crise énergétique. Ainsi, en Égypte, le secteur gazier est fortement affaibli et le gouvernement est lourdement endetté à l'égard des sociétés pétrolières qui exploitent et lui vendent pétrole et gaz. L'accumulation de cette dette a même conduit au ralentissement, voire à la suspension, de certains projets. La stabilité économique de ce pays dépend pour l'heure en grande partie de l'aide des États du Golfe, qui s'élèverait déjà à près de 12 milliards de dollars. Le Qatar lui livre du gaz naturel liquéfié pour lui permettre d'honorer ses contrats d'exportation tout en satisfaisant sa demande intérieure. Les Émirats arabes unis lui ont fourni trente mille tonnes de gazole et le Koweït l'équivalent d'un milliard de dollars de produits pétroliers. La coopération existe en outre avec l'Arabie saoudite. Même si les mouvements politiques et sociaux en Égypte n'ont pas pour cause les réformes énergétiques, les États du Golfe voient sous leurs yeux un pays qui, traditionnellement exportateur d'hydrocarbures, est en train de passer au statut d'importateur et se trouve dos au mur quant à la nécessité de réformer son secteur énergétique. Des importations du futur gaz israélien qui sera produit au large des côtes sont même envisagées par certains experts...

Dans un contexte instable et contagieux, aucun des pays de la région ne souhaite toucher au contrat social tacite qui consiste à transférer la rente pétrolière vers les citoyens sous la forme d'une énergie et d'une eau quasi gratuites. Même sans subvention, en Arabie saoudite par exemple, le pétrole est produit à un coût historique de quelques dollars, là où il se vend sur les marchés internationaux autour de 110 dollars (112 dollars en moyenne en 2013). Mais, outre le fait que ce coût historique ne

correspond pas aux investissements nécessaires au renouvellement des puits, l'ampleur des subventions rend très difficile la conduite de politiques visant à faire payer le prix réel aux consommateurs. Au Koweït, le tarif forfaitaire de l'électricité est le même depuis les années 1960. Dans la région, seuls les Émirats arabes unis pratiquent une certaine « vérité des prix » tout comme ils sont les seuls, ce qui ne peut être un hasard, à avoir fait sur le terrain des investissements considérables, notamment pour les projets nucléaire et Masdar¹⁰.

La mise en œuvre de ces réformes est pourtant rendue urgente du fait de l'évolution de la situation internationale. Tant la révolution énergétique américaine que l'atonie persistante de la demande européenne ont conduit, entre 2009 et 2012, à une diminution de la rente gazière des pays producteurs traditionnels.

65

Évolution de la rente gazière et pétrolière entre 2009 et 2012

	<i>Algérie</i>	<i>Koweït</i>	<i>Qatar</i>	<i>Arabie saoudite</i>	<i>Russie</i>
	2009	2009	2009	2009	2009
	2012	2012	2012	2012	2012
Rente pétrolière (en % du PIB)	15,6	16,9	42,6	53,8	13,5
	11,9	38,3	47,2	12,6	13,9
Rente pétrolière (en milliards de dollars)	17,5	20,9	37,3	51,9	11,8
	14,2	155,4	236,4	109,6	136,3
Rente gazière (en % du PIB)	10,0	5,9	1,9	1,3	15,2
	12,3	3,2	2,5	5,3	2,3
Rente gazière (en milliards de dollars)	11,2	7,3	1,6	1,3	13,3
	14,7	13,0	12,5	46,1	22,6

Source: Calculs de Marie-Claire Aoun et Quentin Boulanger sur la base de données provenant de la Banque mondiale, non publié. La rente est définie comme la différence entre le prix de vente sur les marchés mondiaux et le coût de production.

Les enjeux de ces réformes difficiles vont cependant au-delà de la préservation de la rente. En l'absence d'un véritable marché de l'électricité, les projets grandioses prévus dans le secteur des énergies renouvelables risquent fort de ressembler à des « éléphants blancs ». Plus profondément, c'est la capacité de ces États à diversifier leur économie et à créer de l'emploi local qualifié qui est en jeu. À cet égard, tous les pays de la région ne sont pas logés à la même enseigne. L'Arabie saoudite,

10. Masdar est un projet de ville nouvelle écologique en construction dans l'émirat d'Abou Dhabi.

au vu de sa population importante et de la nécessité vitale pour ce pays de contrôler le ratio entre production locale et exportations, est particulièrement concernée par ce problème. La difficulté à conduire ce type de réformes au Qatar doit plus à l'inquiétude de ce pays vis-à-vis de l'éventuelle arrivée du gaz iranien sur les marchés. Enfin, le Koweït doit réussir à attirer des investisseurs pour pallier l'absence sur son sol d'une puissance de frappe comparable à celle de Saudi Aramco afin de faire face aux grandes compagnies pétrolières internationales.

*

66 Le golfe Persique continuera à jouer un rôle important sur la scène énergétique mondiale. Il peut se prévaloir de réserves abondantes et bon marché alors qu'à l'échelle internationale les coûts de production du pétrole et du gaz explosent. Mais, confrontés à l'arrivée de nouvelles ressources potentiellement considérables, à un choc de demande dans les pays industrialisés ainsi qu'aux conséquences économiques et sociales encore imprévisibles de la nouvelle donne politique dans la région, les pays producteurs du Moyen-Orient savent qu'ils doivent réformer. Pour eux, se maintenir dans la course est essentiel pour des raisons à la fois stratégiques – telle la protection américaine pour l'Arabie saoudite – et de stabilité interne. La diminution prévisible des exportations de gaz et de pétrole pourrait en effet avoir dans la plupart des États exportateurs du Golfe des conséquences économiques et sociales dramatiques. Certains devront mettre en œuvre des réformes plus vite que d'autres car tous ne sont pas égaux face à la nouvelle donne internationale du marché des hydrocarbures, ni touchés avec la même intensité par la crise sociale et politique.

Ces pays ont su le faire dans le passé. Ainsi, les mesures d'austérité prises par l'émir du Qatar, à la suite de l'effondrement des prix du pétrole lors du contre-choc pétrolier des années 1980, avaient porté un coup d'arrêt au pacte social. En effet, l'émir avait dû réduire de façon significative la taille de son gouvernement et introduire des mesures d'austérité sévères, ce qui l'avait fragilisé politiquement tout en marquant le début du développement de la production du gaz au Qatar et les premières fortes tensions politiques entre cet émirat et l'Arabie saoudite, qui n'avait alors pas su protéger son allié lorsque, pendant la guerre Iran-Irak (ou première guerre du Golfe, 1980-1988), les tankers pétroliers qui circulaient dans le Golfe étaient pris pour cibles. Scénario où se mêlent révolutions politiques et géopolitiques sur fond de révolutions énergétiques.

Aujourd'hui, alors qu'ont lieu aussi des bouleversements géopolitiques majeurs du fait de la lutte contre l'islamisme radical en Irak et en Syrie, la clé de la transition énergétique des pays du Golfe résidera sans aucun doute dans leur capacité à se repositionner sur les marchés asiatiques, ce qu'ils ont commencé à faire, et à engager des réformes pour attirer capitaux et nouvelles technologies.

R É S U M É

Épicentres de la production d'hydrocarbures, les États du Golfe doivent s'adapter à un paysage énergétique bouleversé par l'arrivée de nouvelles ressources sur le marché et par le retournement historique de la demande dans les pays européens. Consommer moins et développer des énergies alternatives pour réserver les hydrocarbures à l'exportation : le défi est immense pour des pays au sein desquels la paix sociale repose sur une consommation sans limite d'énergies subventionnées. À terme, c'est leur stabilité économique, sociale et politique qui est en jeu, ainsi que leur capacité à rester des acteurs clés du système énergétique mondial.

